

CUBA Périls impérialistes et entraves du bureaucratisme

CUBA, la veille du Premier Mai 1964, vit trois questions vitales. Débattues au niveau de la direction, comprises par la plupart des militants, pressenties plutôt que saisies par la masse du peuple, ces trois questions déterminent dans une large mesure l'avenir de la révolution.

AVANT UNE NOUVELLE AGRESSION DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Fidel avait donné le ton lors d'un surprenant discours, le jour du troisième anniversaire du débarquement contre-révolutionnaire à Playa Giron. Depuis lors, un discours du président Dorticos, la note du gouvernement au secrétaire général des Nations Unies, ont confirmé cette première impression : au lendemain de la défaite — temporaire, certes, mais grave — subie par les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes au Brésil, l'état se resserre autour du premier pays socialiste d'Amérique latine. La menace contre Cuba se précise sur plusieurs plans : les provocations se multiplient (affaire des survols du territoire cubain, incursions nocturnes avec bombardement d'usines, etc.) ; le gouvernement vénézuélien, laquais de l'impérialisme américain, cherche à obtenir à la prochaine session de l'Organisation des Etats américains la condamnation de Cuba comme agresseur et l'adoption du principe de « sanctions collectives contre Cuba », y compris de sanctions militaires (que le gouvernement yougoslave ait cru nécessaire, dans ces conditions d'appuyer l'invitation du Venezuela à la conférence des Etats non-alignés, voici ce que personne ne comprend à Cuba. Les dirigeants cubains ont publiquement et

avec véhémence condamné cette attitude opportuniste de Belgrade) ; des raids contre-révolutionnaires se préparent à partir de plusieurs bases en Amérique centrale.

En cas d'agression directe, d'invasion, de la part de l'impérialisme américain ou de ses laquais latino-américains, le gouvernement soviétique sera obligé d'intervenir, on n'en doute guère à La Havane. Mais c'est précisément pour cette raison qu'on ne croit pas qu'une telle invasion soit probable ; ce serait à coup sûr le début d'une guerre mondiale. Par contre, des actions de sabotage, des agressions partielles et voilées, un travail de sape prolongé, c'est contre pareille tactique contre-révolutionnaire de l'impérialisme que Fidel et ses compagnons désirent préparer leur peuple. Et pour faire face à cette tactique, ils croient ne pouvoir compter essentiellement que sur leurs propres forces, c'est-à-dire celles de la Révolution cubaine et celles de la révolution latino-américaine.

Les masses cubaines sont prêtes à accepter de nouveaux sacrifices pour défendre leur révolution socialiste. Elles sont prêtes à défendre « avec intelligence et courage » leur position d'avant-poste de la révolution, au beau milieu de la « chasse gardée » de l'impérialisme yankee. Et elles confirment avec une résolution farouche qu'à Cuba, il n'y aura pas de promesses militaires pour la contre-révolution, y compris lorsqu'elle est appuyée par la première puissance militaire du monde : comme à Playa Giron, l'agresseur payera chèrement toute tentative d'attaquer l'acquit de la révolution, quels que soient les moyens qu'il mette en œuvre pour arriver à sa fin.

VERS LE « DECOLLAGÉ » ECONOMIQUE

La situation économique s'est considérablement améliorée depuis 1962, lorsqu'elle avait touché le fond du recul provoqué par le blocus impérialiste. Le ravitaillement est satisfaisant dans une bonne partie du pays (meilleur à La Havane qu'en province, à la campagne que dans les villes moyennes), bien que certains produits comme les matières grasses fassent encore défaut. Le niveau de vie des travailleurs agricoles et des paysans pauvres a considérablement augmenté par rapport à l'époque d'avant la révolution. L'industrie progresse de manière spectaculaire, avec un taux de croissance de 10 % l'an si l'on fait abstraction de l'industrie du sucre.

L'agriculture reste le secteur faible, en partie précisément à cause de l'acquit social de la révolution (l'augmentation des revenus des travailleurs agricoles n'a pas été accompagnée d'une augmentation équivalente de la production agricole). Le bureaucratisme et des défauts d'organisation manifestes ont jusqu'ici freiné la reprise. Une vaste réforme de l'agriculture est en cours, qui devrait, ensemble avec des mesures de mécanisation, permettre de rendre l'agriculture cubaine rentable à partir de 1965 et d'ouvrir dès l'année suivante la phase de « décollage » économique, d'accumulation et de croissance rapide du revenu national.

L'ELIMINATION DU « SECTARISME »

Pendant plusieurs années, les vieux staliniens (vieux khrouchtchéviens seraient plus correct, car les Blas Roca suivent aujourd'hui Khrouchtchev aussi

servilement qu'ils ont suivi jadis Staline) avaient pu s'assurer d'une emprise grandissante sur la direction de l'O.R.I. (embryon du parti) et même de l'Etat. Après le sensationnel discours de Fidel Castro contre Anibal Escalante, la vapeur fut renversée. Depuis lors, la construction du P.U.R.S. (Parti Unifié de la Révolution Socialiste) se poursuit lentement, avec l'élimination progressive de l'emprise bureaucratique.

Si celle-ci est en pleine retraite dans le parti et l'Etat, et si elle est en butte à des attaques de plus en plus salutaires dans l'économie, elle reste très forte dans le domaine de l'idéologie, ce qui provoque un mécontentement grandissant dans la jeunesse, parmi les étudiants, les intellectuels et les jeunes cadres, et dans celui des syndicats, ce qui provoque un grand mécontentement parmi les travailleurs.

Aussi s'attend-on en général à ce que l'équipe fidéliste réalise un tournant décisif dans ces deux domaines, ce qui marquera un nouveau saut qualitatif en avant de la part de la Révolution.

En tout cas, la révolution cubaine est toujours en pleine montée, et c'est cette montée extraordinaire des masses qui empêche toute consolidation définitive du pouvoir des bureaucrates. L'exprimer dans des organismes démocratiques de pouvoir, sur le plan local et dans les entreprises, reste pendant toute une phase la tâche centrale à résoudre, tâche à laquelle Fidel et ses amis deviendront de plus en plus sensibles, au fur et à mesure que la solution de problèmes économiques pratiques passe par ces voies et exige une large mobilisation des masses.

Edward DUNCAN (Toronto).

ITALIE

Le P.C. est hostile à une conférence internationale

Le parti communiste italien paraît décidé à ne pas participer à la conférence des Partis Communistes, proposée par la direction du P.C.U.S. Depuis un certain temps il a exprimé son opposition et il a tenté d'exercer une pression sur Khrouchtchev par un voyage à Moscou de son secrétaire adjoint Longo. Le parti a rappliqué, sous une forme plus ou moins voilée, ses thèses sur le « polycentrisme » et même après la prise de position officielle des Soviétiques et la diffusion du rapport Sousslov il a maintenu son attitude. Le quotidien du parti produit des articles dans ce sens et l'hebdomadaire Rinascita a publié un éditorial de Togliatti qui pose le problème de la lutte contre les Chinois non dans des termes d'excommunication, mais comme s'il s'agissait d'accepter un défi, la pratique et les résultats obtenus devant en dernière analyse démontrer qui a raison dans le conflit actuel.

En fait, à la direction du parti, il y a trois tendances qui s'affrontent. Le groupe Longo-Togliatti estime que la conférence n'est pas opportune et ne voudrait pas qu'elle ait lieu. Mais, jusqu'à ces dernières semaines, il était pour une participation dans le cas où le P.C.U.S. tiendrait effectivement la conférence. Maintenant, certains pensent que Togliatti est prêt à rectifier son attitude et à ne participer en aucun cas à une conférence qui n'aboutirait qu'à une condamnation sommaire des Chinois. Une lettre exprimant cette orientation a été envoyée récemment par la direction du P.C.I. à la direction soviétique et, d'après des indiscretions, il n'y aurait qu'une seule voix contre cette décision, à savoir celle du dirigeant de la commission de contrôle, Scoccimarro, favorable à la participation (Scoccimarro est généralement considéré comme un homme qui a accueilli la déstalinisation avec très peu d'enthousiasme).

Le groupe droitier (Amendola, Pajetta, Alicata) est carrément contre la participation. Ce qui le détermine surtout, c'est une considération tactique de politique intérieure : si le P.C.I. ne va pas à la conférence et ne signe pas un texte d'excommunication des Chinois, il aura le beau rôle pour affirmer son indépendance, sa nature de parti « national démocratique » qui n'est plus inféodé au Kremlin. Les arguments courants des bourgeois et

des socialistes de droite perdraient dans ce cas une grande partie de leur valeur.

Quant à la gauche — une gauche très modérée — elle est également hostile à une participation, comme son leader Ingrao l'a fait très clairement comprendre à la conférence nationale d'organisation de Naples. Elle pense que tout l'acquis de l'élaboration « autonome » du parti, des dernières années, serait remis en question si le P.C.I. acceptait de s'associer passivement à une opération d'excommunication. Elle n'est pas intéressée, en outre, à voir le P.C.I. se lier encore davantage au courant droitier khrouchtchévien. La gauche s'associe donc à l'idée que les conceptions chinoises doivent être rejetées mais par un débat politique constant, par la vérification pratique, sans schismes, sans le recours aux systèmes qui ont caractérisé la lutte contre le « titisme ».

Est-ce que cette orientation des dirigeants italiens sera maintenue ? Est-ce que, surtout, Togliatti tiendra et n'ira pas ou n'enverra pas l'un des siens à la conférence si Khrouchtchev insiste pour la convoquer à tout prix ?

Il est difficile de donner une réponse dès maintenant.

TOGLIATTI VAUT-IL 800.000 A. F. ?

Le prochain numéro de Clarté, journal de l'U.E.C., devait paraître avec un article de Togliatti. Comme cet article émettait des doutes (légères) sur l'efficacité des P.C. occidentaux sur les questions coloniales, et ne mentionnait pas la future conférence pour excommunier les Chinois, il a été qualifié d'« Anti-Parti ». D'autre part et indépendamment l'imprimerie de « l'Huma », qui a tiré Clarté, exige 800.000 AF pour commencer à travailler. En conséquence de quoi, la direction du P.C., déchirée entre son désir de respecter l'indépendance d'organisation (les jeunes sont si susceptibles...) et son sens de la solidarité a proposé avec tact le marché suivant : on échange Togliatti contre Thorez et on oublie cette question d'argent. C'est à prendre ou à laisser. Comme on peut le voir, l'enseignement fondamental du marxisme n'est pas oublié : il faut toujours fonder « économiquement » un argument idéologique.

LETTE DE BELGIQUE

La fin de la « grève » des médecins

Le mot d'ordre de « grève » a été rapporté par les « chambres syndicales » des médecins, après que celles-ci aient obtenu la garantie de la part du gouvernement P.S.C.-P.S.B., que la discussion sera reprise « sur le fond », c'est-à-dire sur le contenu de la loi du ministre Leburton.

Ainsi, le gouvernement sort perdant de cette « bataille ». Il a tendu la perche aux « Chambres syndicales », alors que leur « grève » commençait à s'effriter ! Il importe de voir pourquoi il a fait ces concessions. La cause principale réside dans le fait que le gouvernement est travaillé en sens contraire par des forces antagonistes.

Les « Chambres syndicales » corporatistes des médecins représentent l'expression même du « libéralisme » réactionnaire. Au-delà de leur « défense des professions libérales », on reconnaît la volonté des mouvements d'extrême-droite de rassembler les « classes moyennes » sur une base poujadiste.

Le gouvernement est l'expression de l'alliance entre le P.S.B. réformiste et le Parti Social Chrétien, soutenue par le néo-capitalisme. Il espérait par certains aspects démagogiques de sa loi — pourtant bien timide — faire oublier à la classe ouvrière les couleuvres qu'il lui a fait avaler.

Par l'aspect social de sa loi, qui octroie la gratuité des soins — et non des médicaments — aux veuves, invalides, pensionnés et orphelins, il espère en même temps combattre sur deux fronts :

1° l'emporter sur le « Parti de la Liberté et du Progrès » (ex-parti libéral), qui soutient les médecins ;

2° faire bonne figure devant les travailleurs, en masquant la hausse des prix, des abonnements de chemin de fer, etc. — et, en masquant son impuissance à financer les secteurs d'utilité publique, ce qui se reflète dans un déclin relatif du budget de Santé publique, ces dernières années.

Ceci explique pourquoi le gouvernement — malgré les progrès représentés par la loi Leburton — n'a pas réussi à mobiliser les travailleurs de façon massive pour la loi elle-même. Ceci explique aussi pourquoi il n'a pu convaincre la majorité d'« hésitants » dans le corps médical :

il a dû alors utiliser la coercition en mobilisant les médecins « grévistes ».

Là où des grandes manifestations de masse eurent lieu, la revendication d'un SERVICE NATIONAL DE SANTE était au centre de celles-ci. Cette revendication était avancée par la gauche socialiste et par les deux partis communistes. Il ne manque pas d'intérêt de savoir qu'elle se trouve aussi au programme de la social-démocratie : mais ce programme officiel fut rédigé avant la collaboration gouvernementale !

On comprend dès lors pourquoi le dirigeant Louis Major s'efforça de mettre fin aux démonstrations, dès les premiers signes d'accord...

Fernand CHARLIER.

Des syndicats ?

On apprend que les syndicats soviétiques ont refusé d'envoyer une délégation aux célébrations des fêtes du Premier Mai à Pékin et annulé l'invitation faite aux syndicats chinois d'être représentés ce même jour sur la Place Rouge à Moscou. La direction des syndicats chinois a, ajoute-t-on, néanmoins renouvelé son invitation aux syndicats soviétiques.

On se rappelle qu'au X^e Congrès du Parti bolchevik, en 1921, Lénine déclara que les ouvriers devaient avoir des organisations syndicales susceptibles de défendre leurs droits « y compris contre leur propre Etat ouvrier ».

Quels que soient les divergences et les rapports entre le P.C. U.S. et le P.C. chinois, rien ne peut justifier que les syndicats soviétiques et chinois s'alignent automatiquement sur les partis et les gouvernements de leurs pays et rompent plus ou moins les relations entre eux. On avait déjà vu pareil scandale lors du conflit soviéto-yougoslave en 1958.

L'attitude des dirigeants des syndicats soviétiques montre qu'ils ne sont pas les représentants des travailleurs, mais de simples fonctionnaires gouvernementaux. Malgré tous les changements survenus avec la « déstalinisation », les travailleurs soviétiques ne disposent pas encore d'organisations indépendantes, et notamment pas d'organisations vraiment syndicales.